

NAC

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 17 DEC.
AU 30 DEC. 1975

5e ANNEE

progrès
et médecine

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE

N° 216 3F.

feu l'armée de papa



la presse au crible

repères

Drôle de numéro, dans lequel on trouve sous une même rubrique (Lire) un article que les polices parallèles (B...comme Barbouzes) et une analyse du dernier livre du professeur Chaunu (Mémoires d'éternité). C'est qu'il faut savoir descendre dans les bas-fonds et se laisser entraîner vers les sommets : ici on trouvera quelques leçons de basse politique quotidienne, et là les signes qui éclairent notre avenir. Face à un gouvernement qui plane au ras du sol et de la boue, face au nihilisme de la société industrielle, il est réconfortant de retrouver, avec Maurice Clavel, Jacques Ellul ou Pierre Chaunu, des savants et des philosophes qui sont d'abord des hommes de foi, des esprits libres qui n'hésitent pas à bousculer les idées reçues de nos « religions séculières ». Ainsi, autrefois, au temps du Cercle Proudhon (l'article de Gérard Leclerc) qui réunissait dans un même souci royalistes et syndicalistes révolutionnaires.

Ainsi, une révolution intellectuelle s'annonce, qui bouleversera les vieilles catégories et les anciens clivages. De même que se dessine une transformation des manières de penser et d'agir, sur le plan professionnel (notre dossier sur la médecine) comme dans notre vie commune (notre article sur l'écologie).

Alors, combien paraît dérisoire la réaction conservatrice de M. Haby (rubrique Nation française) et scandaleux l'appauvrissement où nous enfonçons, par inflation et chômage conjugués, la politique du pouvoir (l'article de P. d'Aymeries). Et combien paraissent désuets les slogans sur une armée qui doit accomplir sa mutation, en fonction de nos impératifs politiques et stratégiques (notre Editorial). Et plus désuet encore le retour aux chimères européistes (La Mauvaise Humeur) qui fait vivre la France à la mode rétro, tandis que Giscard parcourt les chemins du monde sans jouer ses atouts (L'Allemagne, son armée et la France). Décidément, ce régime est bien celui de la légèreté et du cynisme, de l'incohérence et de l'incapacité.

Qui donnera à notre pays les moyens de sa révolution ?

indépendance : danger

Du côté des gaullistes qui se réclament de l'esprit authentique de leur tradition politique et ont pris en conséquence leurs distances par rapport au pouvoir giscardien, l'alerte est générale. Tous dénoncent véhémentement les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale. D'Alexandre Sanguinetti au général Gallois en passant par Philippe de Saint Robert.

ALEXANDRE SANGUINETTI

Dans le monde des 14 et 15 décembre, Alexandre Sanguinetti commente les décisions de la dernière réunion des neuf à Rome : établissement d'un passeport européen et élection du parlement de Strasbourg au suffrage universel.

Toute assemblée élue au suffrage universel est souveraine dans le cadre où elle est élue et pour lequel elle est élue. Il ne sert de rien de nous dire que ses pouvoirs seront limités : le suffrage universel ne se limite pas. Nous serons passés d'un seul coup à l'Europe fédérale, donc intégrée, sans avoir même réussi à faire une Europe confédérale ou une Europe d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur son indépendance vis-à-vis des grands empires.

Cette Assemblée sera la forme européenne de la supranationalité. Elle limitera notre indépendance, donc notre liberté, indissolublement liées. Elle marquera le début de l'effacement de notre nation, mettra fin, sous prétexte de puissance collective ou de bonheur individuel, à une histoire millénaire, à une civilisation originale, à une certaine idée de la France.

On peut être moins pessimiste à ce propos. André Malraux avouait un jour son scepticisme à propos d'institutions dont l'échec patent à l'échelle nationale ne présageait pas de grandes chances de succès à l'échelon supranational. Sanguinetti, qui lui croit au danger, en appelle à une nouvelle résistance.

Je suis de ceux qui pensent que l'idée d'indépendance, qu'il devient de bon ton de traiter d'intégrisme dans le conformisme actuel, est désormais une idée révolutionnaire, seule capable d'apporter à notre société les changements qui lui sont nécessaires.

La France se trouve confrontée une fois de plus à sa très ancienne querelle entre ceux qui croient

qu'elle doit être la nation qui refuse l'empire et ceux qui croient que la France doit s'effacer dans l'empire. Une société qui accepte la soumission pour survivre dans ses manières d'être et de vivre est une société condamnée, car les empires ne durent pas.

Au delà de l'intégration européenne, l'ancien secrétaire général de l'U.D.R. prévoit déjà des guerres de sécession.

PHILIPPE DE SAINT ROBERT

Dans le quotidien de Paris des 13 et 14 décembre Philippe de Saint Robert montre comment aussi bien du côté de l'Alliance atlantique, que du côté de la communauté économique européenne il s'agit de réduire la France.

Ce qui se prépare, c'est en fait le même mauvais coup que, sous la IV^e République, certains tentèrent de porter, par le moyen d'une prétendue Communauté européenne de défense, à l'encontre de notre indépendance et de notre souveraineté ; ce qui se prépare, c'est l'abaissement de notre Etat, l'asservissement de notre politique et l'effacement de ce qui fut et de ce qui est encore la civilisation française. Verra-t-on la Ve République capituler là où la IV^e République elle-même sut trouver, dans son anarchie, la force d'un mouvement de rejet ? La question est posée.

Elle est du reste posée subtilement, presque invisiblement. C'est entendu, nous ne réintégrerons pas l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique ; c'est entendu, nous n'adhérerons pas à ce qu'on appelle l'«Eurogroupe», officine destinée à empêcher l'Europe de se constituer et de conserver la moindre industrie de pointe en matière d'armement. Mais il suffit, pour aboutir au même résultat, d'inventer et de créer un troisième organisme qui, dans un premier temps, et de l'aveu même de ceux qui le conçoivent, éviterait au gouvernement français, par son invisibilité supposée, un trop grave problème de politique intérieure. Ce souci de dissimulation montre assez que les conjurés étrangers savent parfaitement qu'il s'agit d'imposer à la France, par des moyens qui sont la négation même de sa démocratie, une politique délétère que son passé et son avenir lui font un égal devoir de rejeter.

Sur ce projet, le général Gallois donne justement d'amples précisions dans l'Appel (novembre-décembre 1975).

LE GENERAL GALLOIS

On sait que le général Gallois est un des principaux théoriciens de la force de dissuasion française. Sa compétence en ce qui concerne les problèmes de notre industrie d'armement est indiscutable. On est donc fondé à prêter une particulière attention à ses propos.

Au début de novembre, les ministres de la Défense des pays membres de l'«Eurogroupe» envisageaient de créer un «Secrétariat européen pour les acquisitions de matériels de défense». L'«Eurogroupe» avait été mis sur pied voici près d'une dizaine d'années à l'instigation de la Grande-Bretagne. Il s'agissait, apparemment, d'évaluer en commun les besoins en armements de toute nature des pays de l'OTAN et de satisfaire ces besoins en ayant recours aux techniques et aux possibilités des fabrications européennes. En réalité, les premières mesures de l'«Eurogroupe» portèrent sur d'importants achats effectués en Amérique. Avec raison, la France avait refusé de se joindre à cet organisme, sachant qu'il était surtout destiné à favoriser les produits américains et britanniques.

Washington, Londres, Bonn, et La Haye sont revenus à la charge. Sous prétexte de standardisation des armements il s'agit de retirer à la France le bénéfice de son indépendance industrielle, de sa recherche fondamentale de pointe (unique en Europe) et aussi de ses marchés au Moyen Orient.

Il s'agit, comme on l'a vu, de mettre la main sur l'industrie aéronautique française qui, dans le domaine militaire, exporte encore largement alors qu'en matière d'avion de combat, ni les Britanniques, ni les Allemands, ni les Italiens n'ont de marchés extérieurs...

Au contraire, les marchés extérieurs à l'Europe industrielle permettent aux usines françaises de construire 100 % des avions militaires exportés. Ces marchés sont autrement fructueux que ceux de l'Europe de l'Ouest. Et ils le sont d'autant plus qu'il s'agit de pays détenteurs de ressources énergétiques ou de matières premières et vis-à-vis desquels nous sommes forcément débiteurs. C'est ce marché-là qu'à travers nos avions militaires convoitent les gouvernements qui actionnent la Communauté ;

Le débat est parfaitement clair. Si le gouvernement français suit la voie tracée par les Anglais, les Allemands et les Américains, il trahira purement et simplement les intérêts vitaux du pays.

Jacques Blangy.

conjoncture économique : reprise difficile

Depuis fin septembre la reprise est annoncée et la remontée de la consommation des ménages, le soutien conjoncturel apporté par l'Etat, sembleraient conforter cette opinion de plus en plus répandue parmi les observateurs de la vie économique française. Mais l'année 1975 se termine sans que la baisse de la production industrielle qui a commencé véritablement à la mi-1974 ne soit durablement enrayée. La récession que nous connaissons depuis plus d'un an sera donc la plus longue, peut-être même la plus sévère, depuis la crise des années 52-53.

Pour prendre conscience de la profondeur, de la dureté de cette crise quelques chiffres sont nécessaires :

- **production industrielle** : moins 10,7 % sur les douze derniers mois ;
- **emploi** : 1 015 600 demandes d'emploi non satisfaites, fin octobre ;
- **dépôts de bilan** : plus 24 % pour les dix premiers mois de 1975 par rapport à la période correspondante de 1974 ;
- **commerce extérieur** : de nouveau le déséquilibre avec un taux de couverture des importations par les exportations qui atteint 92 % ;
- **prix** : une inflation non jugulée (+ 8,3 % depuis le début de l'année, + 10,2 % sur les douze derniers mois).

Ces données pessimistes peuvent être corrigées en rappelant le niveau relativement bas des stocks dans le secteur des biens de consommation (électroménager, télévision...), la baisse des taux d'intérêt pour les financements à court et moyen terme, la légère reprise de la demande extérieure. Par contre un secteur-clé comme celui des biens d'équipement ne semble toujours pas disposé à la reprise.

S'il existe indéniablement un climat de reprise il nous faut donc constater cependant que cette reprise encore très limitée dans son champ d'application et dans son ampleur reste menacée par deux périls bien précis : la relance de l'inflation, l'échec du « redéploiement industriel ».

On se souviendra en effet que la lutte contre l'inflation, la recherche d'un redéploiement industriel fondé sur la disparition des « canards boi-

teux » et sur la conquête de marchés extérieurs, apparaissent il y a un an comme les deux objectifs majeurs de la politique giscardienne. Aujourd'hui, l'inflation est loin d'être jugulée et les marchés extérieurs sont profondément remis en cause par la crise qui touche nos principaux partenaires commerciaux, et la baisse de compétitivité de nos entreprises.

Cet échec est lourd de conséquences. Sur le chômage d'abord

La quinzaine écoulée a été plutôt agitée dans le secteur de l'Education Nationale et témoigne d'arrière-pensées assez troubles, chez les princes qui nous gouvernent.

Côté lycées la tendance est à la reprise en mains musclées assortie de provocations diverses à l'égard des opposants politiques. Ce fut d'abord le coup monté contre la N.A.F. à Balzac : nos militants constamment agressés dans ce lycée furent présentés par toute la presse comme des nerfs fascistes venus attaquer le lycée (à sept !). Dormez tranquilles, bonnes gens de la majorité silencieuse, M. Haby veille et « Minute » approuve.

Après ce coup fourré contre nous, un coup sur le P.C. Là Monsieur le Ministre a joué sur du velours. Le P.C. en effet, s'agite et s'excite dans les lycées par U.N.C.A.L. (1) et S.N.E.S. interposés histoire de faire oublier l'impasse politique dans laquelle sa stratégie bâtarde l'engage.

Le Mouvement de la Jeunesse Communiste a organisé une série de meetings « sauvages » dans les lycées de la région parisienne malgré l'opposition des chefs d'établissement. Attitude parfaitement aventuriste qui appelle inéluctablement un retour de bâton. Ce d'autant plus que les enseignants du S.N.E.S. qui soutiennent ces actions, se livrent dans les établissements à une guerre de harcèlement souvent bête et méchante à propos de tout et de

rien contre leurs proviseurs ou directeurs... et ne brillent pas toujours par leur conscience professionnelle.

Et M. Haby n'a pas manqué de rappeler aux recteurs « les règles strictes qui régissent l'accès du public dans les établissements d'enseignement ». Une dizaine de responsables du M.J.C.F. ont été inculpés d'intrusion illégale dans un établissement public cependant que le lycée de Corbeil était fermé durant quelques jours. M. Haby, face à l'opinion, a bien sûr le beau rôle et va pouvoir faire passer plus aisément sa réforme fondée sur l'aggravation de la sélection par l'échec.

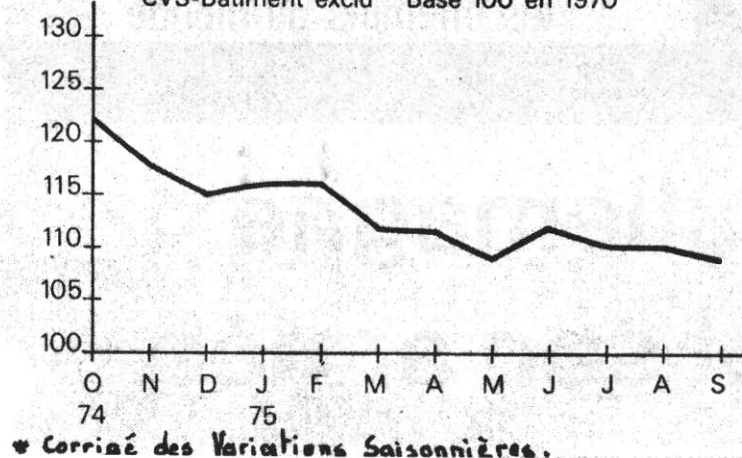
A travers ces déclarations, en

raison des options qui semblent devoir être adoptées pour le VI^e Plan, il apparaît clairement que le gouvernement se refuse à envisager la seule possibilité réelle de résorption de la crise et partant du chômage : la mise sur pied d'un véritable projet industriel. Fondamentalement incapable de faire surgir ce consensus social indispensable à toute réussite économique, il oriente la France vers une stagnation durable de l'activité économique.

Philippe D'AYMERIES.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

CVS-Batiment exclu Base 100 en 1970



l'université libérale

alternés avec des stages dans les entreprises. L'idée d'ouvrir sur l'environnement local et professionnel est en soi excellente. Mais ces études alternées déboucheront sur des diplômés d'université et non des diplômés nationaux. C'est trop ou trop peu : le maintien des deux types de diplômes entraînera fatalement dans notre système centralisé une dévalorisation des premiers au profit des seconds. Le système de hiérarchisation par rapport à un pinacle sera maintenu alors que l'enseignement universitaire devrait consacrer le droit à la différence, là où il mesure, étiquette... et exclut.

Par ailleurs, est-il exact que M. Soisson incite discrètement les présidents d'université à supprimer les examens de septembre afin de dégorger davantage les universités ? L'année universitaire commence à la Toussaint et se termine en mai. Un étudiant, même solide, a du mal à boucler en sept mois son programme et a toujours plus ou moins besoin du temps de travail supplémentaire de l'été pour décrocher ses diplômes. Bah ! il en sera quitte pour redoubler... Si ses parents ont l'argent nécessaire pour l'entretenir une année de plus.

Ainsi ce ne seront pas les plus fumistes ou les plus médiocres qui seront éliminés mais les pauvres. La société libérale avancée est bel et bien une société de caste.

Jean Pierre LEBEL

(1) Union Nationale des Comités d'Action Lycéens proche du P.C.

l'Allemagne et son armée

« La puissance militaire est un moyen diplomatique qui protège contre le chantage politique ». Cette phrase de Clausewitz, sous la plume du ministre fédéral de la Défense Georg Leber, atteste du renouveau en Allemagne de l'Ouest d'un intérêt pour les questions militaires. Pièce maîtresse de l'O.T.A.N. en Europe, la République fédérale allemande prend de plus en plus conscience de sa position clé au centre d'une Europe dont la sécurité dépend de ses capacités de défense.

Au service de cette politique : la Bundeswehr, l'armée. Une armée dynamique et sûre, d'elle qui, en vingt années de reconstitution, a su retrouver la cohésion de l'ancienne Wehrmacht. Mais aussi définir une mentalité toute nouvelle et se faire une place au cœur même de la société allemande.

Cela fait juste vingt ans que le chancelier Adenauer passait en revue les 101 premiers volontaires de la nouvelle armée autorisée par les forces alliées occupantes. En 1955, au milieu de la guerre froide, l'OTAN encourageait ce renouveau nécessaire au renforcement du bloc occidental. En deux décennies, la Bundeswehr a créé un outil de premier ordre qui en fait la première force conventionnelle de l'Europe de l'Ouest (12 divisions, 500.000 hommes, 4.750 chars, etc.), mais toujours partie intégrante du Pacte atlantique. Avec résolution.

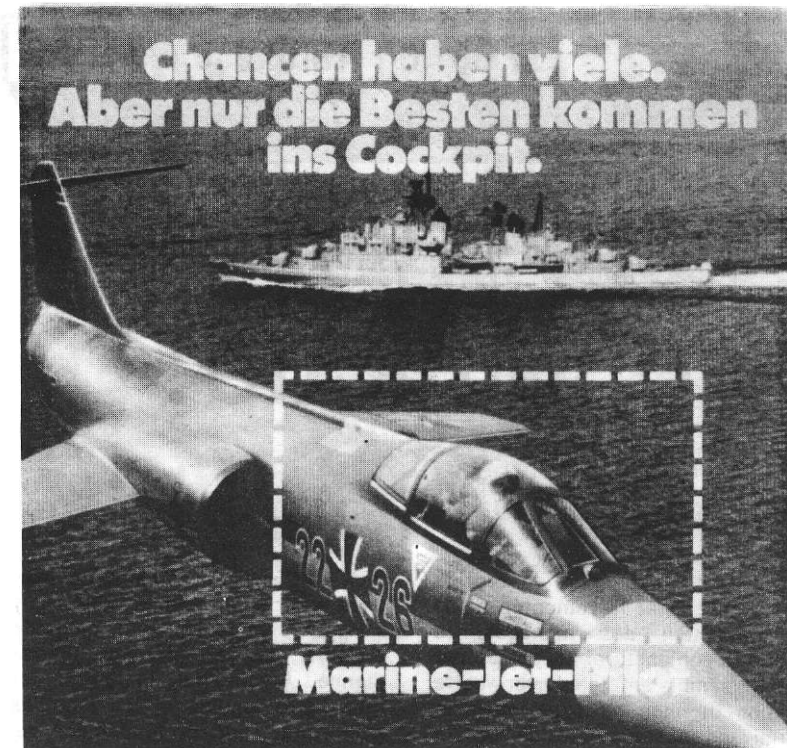
Les Etats-Unis ont habilement manœuvré. Convaincant l'allié allemand que l'arme atomique est trop sérieuse pour être jamais utilisée, ils ont affirmé la double nécessité d'un rangement derrière leur parapluie nucléaire et du développement d'une armée conventionnelle pour parer à tout risque de conflit limité. Aussi étonnant qu'il en paraisse les Allemands ont tous été conquis par cette hypocrite sirène de l'impérialisme américain. Il faut dire que les Etats-Unis ont été persuasifs : stages de formation poussés en Amérique pour les cadres militaires, dans l'aviation surtout, fourniture de matériel, appui moral, etc. Au point que le largage indécent par les Etats-Unis de leurs alliés sud-vietnamiens n'a pas été perçu comme un signe prophétique. Au contraire, beaucoup d'Allemands n'y ont vu que la nouvelle affirmation par le grand frère d'outre Atlantique de

son intérêt privilégié pour la détente européenne. Etonnante candeur. Expliquant notamment la réticence de la Bundeswehr devant les initiatives successives de la France pour se libérer de la tutelle des Etats-Unis et de l'OTAN.

L'ARMEE DANS LA NATION

Les fondateurs de la nouvelle Bundeswehr, Allemands ou Alliés, étaient tous d'accord en 1955 pour éviter tout retour aux traditions prussiennes d'une armée coupée de la nation et trop indépendante. D'où un contrôle très sourcilieux de l'exécutif sur les forces armées. Un nouveau type de soldat allemand s'est ainsi petit à petit substitué à l'image de l'arrogant junker (qu'incarne toujours par exemple le soldat de l'Allemagne de l'Est intégré à une armée qui a retrouvé, même si elle est « populaire », le style impérial). Son modèle : le Feldmarschal Rommel, dont le nom est porté par des casernes et un vaisseau de guerre. Ses qualités : démocrate, technicien et compétent. Un panachage présent à tous les niveaux de la Bundeswehr et qui permet un travail efficace. Point de sous-officiers sadiques ou de cadres supérieurs ventripotents et arrivistes, comme trop souvent dans l'armée française, mais des spécialistes effectuant une tâche précise, définie selon chaque cas particulier et s'intégrant à tous les aspects de la défense nationale.

Depuis quelques années, la Bundeswehr a réussi à conquérir la nation allemande. Le nombre de candidats officiers est de plus en plus nombreux : bien payés, versés dans des fonctions où ils peuvent rentabiliser leur formation initiale, encouragés à se perfectionner dans les universités militaires délivrant des diplômes d'ingénieur ou de scien-



ces politiques, ils ont conscience de leur utilité pour le pays. De plus la promotion est rapide : certains lieutenants-colonels ont tout juste trente ans. Même situation pour l'appelé, particulièrement entouré. Signe du succès de ce renouveau : 70 % des Allemands de l'Ouest trouvent, selon un sondage, leur armée « utile ».

UNE ALLIANCE AVEC LA FRANCE ?

Mais quel peut être l'avenir de cette Bundeswehr si conquérante dans le cadre d'une OTAN dont l'unique fonction est d'affermir l'impérialisme allemand ? De ce côté, la R.F.A. va au-devant de désillusions amères mais inévitables à plus ou moins long terme. Avec son armée inutile sans le parapluie nucléaire US, elle se trouverait seule au cœur d'une Europe divisée. Situation inconfortable. De Gaulle y pensait sans doute déjà en tendant la main à Adenauer.

L'Alliance allemande peut être pour la France la condition pri-

vilégiée d'une détente européenne qui ne se ferait pas contre elle. Disposant d'un armement nucléaire qui lui assure une sécurité absolue, notre pays a les moyens de mener son jeu dans le monde. En amitié avec les petits Etats qui lui permettront de « manœuvrer et grandir ». Et aujourd'hui, malgré le dynamisme de son armée, la R.F.A. est, sur le plan militaire, un petit pays. Mais existe-t-il en Allemagne de l'Ouest des forces capables de refuser à la fois le scandaleux chantage de l'impérialisme américain et les nostalgiques de réunification avec la R.D.A. ? Ce pays pourra-t-il faire, lui aussi, sa révolution libératrice ?

L'exemple viendra peut-être de France. En attendant, la République fédérale allemande doit nous servir de modèle quant à l'intégration d'une armée dans le tissu social. Il y a là un exemple de civisme attestant la passion d'un peuple pour son devenir.

Antoine DELAPORTE

GISCARD EN EGYPTE

Nous nous félicitons du voyage en Egypte de Valéry Giscard d'Estaing. Il est bon que l'influence de la France grandisse en Méditerranée et au Moyen-Orient et il est excellent que VGE exploite le capital d'estime que la France gaullienne s'est acquise sur les rives arabes de la Méditerranée.

Les accords de coopération conclus sont ambitieux et prévoient que la France jouera un rôle déterminant dans l'industrialisation de l'Egypte. Celle-ci qui ne veut pas travailler seulement avec les Américains cherche un contrepois du côté de notre pays.

Mais le voyage du Caire correspond-il à un projet diploma-

tique ou à une velléité ou pire encore à une opération « poudre-aux-yeux » à l'intention de l'U.D.R. ?

Il est en effet contradictoire de vouloir être l'élément moteur de l'industrialisation de plusieurs pays du tiers-monde... alors que le projet industriel pompidolien est peu à peu abandonné (cf. l'article de Ph. d'Aymerias). Il est contradictoire de vouloir un jeu diplomatique français indépendant et de relancer en même temps l'Europe par l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Giscard devra choisir. Mais en a-t-il l'énergie ?

Paul MAISONBLANCHE



par
gérard
leclerc

les cahiers du cercle proudhon réédités

En 1924, un vieux militant syndicaliste révolutionnaire était amené à s'expliquer sur son passé politique devant ses amis communistes de clarté. N'avait-il pas cotoyé des royalistes d'Action française avant la guerre, n'avait-il pas été jusqu'à adhérer à la monarchie ? Pour Edouard Berth, le compagnon de Sorel, acquis alors au léninisme, il n'y avait pas lieu de renier ce passé. Il l'assumait : «*Il fut un moment*, expliquait-il, *vers 1908, lors des événements de Villeneuve Saint Georges, où l'Action française comme journal fut la seule gazette lisible à Paris et où je crois pouvoir affirmer que le rapprochement entre les révolutionnaires et les royalistes fut vraiment spontané et sincère*». Effectivement, seul quotidien de Paris à prendre position en faveur de la C.G.T., l'Action française réussit un moment ce miracle d'accorder royalistes et syndicalistes révolutionnaires contre une régime soumis aux puissances d'argent. Pourquoi ce «miracle» n'eut pas de suite, Bertrand Renouvin l'a expliqué dans sa thèse (*L'A.E. devant la question sociale*), et l'on sait combien cet échec pesa sur l'avenir du mouvement royaliste.

Pourtant l'échec historique certain ne peut nous détourner d'étudier sérieusement ce qui

fut effectivement réalisé au cours de ces années précieuses qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale. Il y eut l'effort personnel de Maurras, souvent ignoré, pour promouvoir le débat avec le syndicalisme. On peut même dire que c'est l'essentiel de l'affaire. Mais il y eut aussi, ce fameux Cercle Proudhon à l'existence éphémère, mais qui constitue à lui seul un symbole. Disons même un «mythe» au bon sens du terme. En dépit du caractère très modeste de l'entreprise, son seul souvenir a toujours été considéré comme une brève étincelle d'espérance pouvant ranimer le projet d'une monarchie populaire. Et au travers des guerres et des crises, de jeunes royalistes n'ont cessé d'y songer, comme au modèle possible d'une entreprise cette fois décisive. Nous sommes un certain nombre à la n.a.f. qui gardent toute leur reconnaissance à Pierre Debray de les avoir branché sur ce passé, en l'actualisant.

En effet, au delà du mythe, il faut considérer d'abord l'œuvre intellectuelle, la philosophie sociale, les analyses sociologiques. Si je ne me console pas du fait qu'aucun éditeur courageux n'ait publié le grand roman historique de Béatrice Sabran qui rend vie et couleur à cette période, je me réjouis des nombreuses études déjà parues sur le sujet. De jeunes universitaires (je songe aux travaux de Christian Franchet d'Esperey, Christian Lluens, ceux d'Antoine de Crémiers et Patrick Brétéché) ont apporté des éclaircissements importants, tiré des leçons utiles. Mais, voilà qu'une chance nouvelle nous est donnée pour une connaissance directe des textes.

PROUDHON ET SOREL

Jusqu'ici les «cahiers» du Cercle Proudhon n'étaient accessibles que chez de rares collectionneurs, et dans quelques bibliothèques privilégiées. Ils vont devenir bientôt accessibles à tous. Le jeune centre d'études de l'Agora, a entrepris de les rééditer, en un premier volume d'une collection qui aura pour but de faire reparaître d'autres textes aussi importants, aujourd'hui introuvables. Pierre Andreu est le Préfacier de ce premier volume. Nul n'était plus qualifié que ce spécialiste de Sorel, pour replacer le cercle dans son climat historique, faire le point sur sa pensée, et plus généralement sur la signification exemplaire de l'entreprise.

«En avant-première», j'ai pu lire les épreuves de l'ouvrage. Dès les premières pages, j'ai aussi pénétré dans cet univers intellectuel cher à Andreu, où Proudhon et Sorel se placent en première ligne. L'un et l'autre symbolisent le socialisme à la française dont Marx s'est moqué bien légèrement et qu'il a fini par faire oublier, pour le plus grand malheur des prolétaires de tous les pays.

Ce socialisme n'est pas sans défauts, mais il n'ignore ni la dialectique des conflits, ni les dangers de l'utopie (à l'exception du courant fou-riériste). Son mérite essentiel : la valeur de ses observations sociologiques. Ainsi chez Proudhon, le sociologue est infiniment supérieur à l'idéologue qui souvent se contredit. On pourra retenir à son propos cette remarque de Georges Valois : «*Proudhon, c'est la France éternelle, qui subit au XIXe siècle l'anarchie intellectuelle du XVIIIe, qui continue de répéter les paroles insensées imposées à sa mémoire, mais dont les mains paysannes, ouvrières, formées par le labeur aux arts de la vie, reproduisent les gestes traditionnels du travail et dont l'intelligence, disciplinée par les siècles, recherche l'ordre dans ce monde nouveau où elle n'aperçoit que les signes du désordre*».

Georges Sorel n'est-il pas justiciable du même jugement ? Le sociologue vaut-il l'observateur, le théoricien parvenait-il toujours à percevoir

ses propres brumes ? On ne le jurerait pas. Mon impression première —mais peut-être est-elle un peu trop tranchée et une meilleure connaissance des textes la modifierait-elle sensiblement— est que l'auteur des *réflexions sur la violence* ne disposait pas de l'instrument théorique apte à mettre en valeur et en perspective ses intuitions les plus justes. Comme ses contemporains il fut ébloui par le bergsonisme, et celui-ci l'aida à formuler quelques unes de ses idées-force. Mais il ne paraît pas certain qu'il en fit un aussi bon usage que Péguy. Sans doute, la psychologie de Bergson l'aida-t-elle à se garder d'un certain intellectualisme, à bien dégager le rôle du mythe à l'encontre de l'idée claire et distincte, et à approcher ainsi beaucoup mieux ce qui fait mouvoir les hommes. Sans doute peut-il grâce à cette lecture de l'histoire dénoncer l'imposture d'un certain ordre naturel bourgeois. Mais, à la limite, son anti-intellectualisme pourrait le rendre esclave d'éléments irrationnels, incontrôlables et dangereux.

LA LUTTE DES CLASSES

C'est une étude de Sorel par Gilbert Maire publiée dans les *cahiers* qui me conduit à esquisser ces remarques. La question qui est au centre de la pensée sorélienne comme elle est au centre de toute la pensée ouvrière, Maire montre bien que c'est celle de la lutte des classes. Quelle est la nature de cette lutte ? Sorel échappe-t-il toujours à la fascination hegelienne de la guerre ? Ce monstre dévorant qui embrase le XIXe siècle et aboutit aux immenses tueries du XXe siècle, à ses fraiches et joyeuses guerres civiles. «Hegel, écrit Régis Debray (1), le penseur réactionnaire de la liberté et de la torture, ce chien crevé qui a tout de même engendré Marx, Lénine, et ainsi de suite...» Oh, oui, ainsi de suite ! marxistes et fascistes se retrouvent, les chers frères ennemis, adorateurs du même feu de Zeus.

On pressent qu'une théorie de la lutte des classes sous-tendue par une théorie folle de la violence pourrait conduire à un vertige de démesure. Maurras s'en est, semble-t-il, inquiété, sachant trop que la civilisation commence avec l'élémentaire distinction entre la force qui est expansion du bien et la violence qui est puissance de désintégration. La lutte des classes, il la considérait comme une nécessité, un bienfait, jusqu'au point où elle devenait désintégration de la société. Aussi s'accordait-il pour une part à Sorel et Proudhon célébrant les nécessaires antinomies sociales.

Ainsi reconnaissait-il le bien fondé de la violence ouvrière. Dès lors qu'elle ne faisait que répondre à une violence première, l'oppression capitaliste. Mais il s'arrêtait au point précis où la violence devenant déraisonnable, se retournait contre ceux qui espéraient qu'elle serait le remède infaillible. Plus prudent que Sorel, parce que meilleur théoricien.

Les membres du cercle Proudhon avaient la chance de l'avoir près d'eux, pour féconder le meilleur de l'héritage socialiste. Telle me paraît être une des leçons majeures de ces cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque.

Gérard LECLERC

(1) Régis Debray : les rendez-vous manqués Seuil

Le Centre d'études de l'Agora annonce la réédition, en souscription, des «Cahiers du Cercle Proudhon». Ce livre de 350 pages qui paraîtra en janvier est en souscription au prix de 50 F (Centre d'études de l'Agora, 29 avenue Trudaine, 75009 Paris. Règlement à l'ordre de François Fleutot, C.C.P. Paris 22-161-92 K).



un médecin nous dit...

L'entretien ci-dessous a été réalisé avec un médecin qui tient pour des raisons personnelles à garder l'anonymat. Nos lecteurs pourront constater que ses positions sont très proches de celles développées par la N.A.F. malgré une divergence à propos de l'avortement.

NAF : La médecine se trouve actuellement contestée de plusieurs côtés comme en témoigne par exemple l'écho soulevé par les attaques d'Illich. Quels sont selon vous les grands traits de la crise médicale ?

— Cette crise est triple : crise des médecins vis à vis d'eux-mêmes, crise provoquée et entretenue de l'extérieur, crise de la science médicale passant de la relation homme à homme à la relation homme à masse ou masse à masse.

La première cause de ce malaise tient à l'invasion de la technologie qui oblitère la relation médecin/malade. L'utilisation d'appareillages sophistiqués à la limite du gadget (certains appareils de radiographie très coûteux par exemple) réduit le contact direct d'homme à homme.

A l'inverse, d'autres praticiens développent excessivement la seule relation humaine. Car à quoi bon être rassurant avec le malade si c'est pour lui laisser son cancer. De même, je me méfie beaucoup du verbe envahissant et délivrant des psychologues.

Enfin, il y a une inflation de demandes médicales... et une inflation de réponses. Qui est coupable ? Le public qui demande trop ? Les médecins qui veulent trop faire tourner la machine ? N'accusons pas trop le corps médical qui — malgré quelques brebis galeuses — est un de ceux où subsiste le plus de conscience. Il y a en fait un réseau de liens entre la démarche et la réponse, bref les éléments d'une crise de civilisation.

NAF : La scientification outrancière de l'enseignement médical n'a-t-elle pas sa part de responsabilité dans la crise actuelle ?

— effectivement, la faculté, elle aussi, succombe à cette tentation. L'enseignement médical aboutit à ne plus considérer l'être humain que comme un appareil démontable un peu comme une prothèse ou un insecte. L'homme est ainsi réduit à un ensemble de fonctions. Or que soignons-nous, nous médecins ? non pas des maladies en soi mais des hommes qui ont contracté ou « créé » leur maladie. En se crispant sur la vieille conception organiciste, la faculté coupe l'âme du corps, la psyché de la soma.

Mais heureusement, apparaît un courant qui réhabilite la fonction du généraliste trop longtemps décriée et qui contrairement au spécialiste est plus capable de comprendre les besoins globaux du malade.

NAF : L'enseignement médical n'est-il pas trop abstrait, et l'étudiant trop peu en contact avec le malade ?

— Il faut dire que la montée actuelle des effectifs étudiants est telle qu'il y a dans certaines villes plus de candidats à voir un malade que de malades à se faire voir. Moi qui ait terminé mes études voici quinze ans je peux témoigner des bienfaits de l'expérience sur le tas. Dès la première année, sans avoir rien appris, on voyait avec l'assistant ou le chef de clinique ce qu'était par exemple un œdème du poumon. Et lorsque nous abordions la pathologie en quatrième année c'était avec l'impression d'un paysage connu par pragmatisme et empirisme.

Par ailleurs, l'enseignement est perturbé par les changements constants de thérapeutique. Il y a peu on combattait l'acide urique dès qu'il dépassait 0,05 g dans le sang,

le progrès contre la médecine

maintenant on situe le seuil d'alerte à un niveau bien supérieur. Le Professeur Soulier cardiologue, recommandait à ses clients de boire du whisky pour abaisser le taux de cholestérol... jusqu'au jour où l'on s'est aperçu que cette baisse provenait d'une insuffisance de la cellule hépatique attaquée par l'alcool. De même, l'usage massif des anticoagulants dans le traitement des infarctus, longtemps préconisé, est maintenant remis en cause.

Ces transformations sont cruellement ressenties par le médecin qui ressent l'ampleur de ses responsabilités et se pose la question de son utilité.

NAF : Pensez-vous avec Illich qu'il est plus important d'avoir une société qui produise moins de malades que de former davantage de médecins ?

— Les médecins seront toujours indispensables mais il est vrai que la société actuelle engendre une surconsommation médicale. L'anticivilisation actuelle, le milieu naturel et biologique dégradés sont générateurs de maladies, surtout de maladies mentales. De plus la médecine est hélas devenue une affaire. Les médecins — aveuglement ou inconscience pour certains, manque de scrupules chez d'autres — ce sont laissés prendre dans le tourbillon production-consommation. A cet égard, la médecine s'est laissée enfermer — au sens marcusien — dans un tragique dont elle peut difficilement rompre le cercle.

Mais cela ne doit pas faire oublier les prouesses de la technique médicale, la régression par exemple des épidémies (encore que l'ère pasteurienne ait fait beaucoup plus en cinquante ans que les réalisations de nos jours).

Même s'il y a débauche de médicaments dans nos sociétés repues on ne peut dire que la médecine soit une luxe superflu lorsqu'on voit la détresse des habitants du tiers monde !

NAF : Mais n'y a-t-il pas actuellement une impuissance nouvelle devant certaines maladies que l'on ne sait plus parer ?

— C'est le tribut du progrès. Il y a davantage de cancers parce que

l'on vit plus vieux et que cette maladie est rare chez les personnes jeunes. De même notre hygiène et notre mode de vie nous mettent moins à l'abri de l'hépatite virale que les autochtones des régions insalubres accoutumés au microbe. Les maladies ne sont pas des stéréotypes figés. Elles vivent en fait avec les gens qui les font.

NAF : Que penser de la politique médicale de l'Etat ? et de celle du conseil de l'Ordre ?

— Je me sens proche des vues socialistes et n'aime guère la médecine triomphaliste. Mais l'Ordre des médecins est indispensable pour préserver l'intégrité — ô combien vulnérable — de la chose médicale. Une juridiction intérieure, si elle peut être un bienfait. Malheureusement, contre tout pouvoir de pression, peut-être un bienfait. Malheureusement, l'ordre des médecins a trop servi ces dernières années à défendre des privilèges ou un moralisme étroit (à propos de l'avortement par exemple). Ceci dit, l'ordre doit être réformé et non supprimé. Certains apprentis sorciers hostiles à l'Ordre nous conduiraient à l'aventure.

Le malade doit toujours pouvoir dire « mon médecin » alors qu'une médecine bureaucratisée et étatisée ne se pencherait pas sur les problèmes spécifiques du malade.

NAF : C'est déjà ce qui se passe dans le secteur hospitalier où le malade ne peut choisir son médecin ou ne peut continuer à être soigné par un praticien qui connaît bien son cas parce que celui-ci a été changé de service.

— Ces erreurs humaines aboutissent en outre à des erreurs économiques : perte de temps, transferts de dossiers de malades. La médecine bureaucratique coûte cher ! Si j'étais un médecin fonctionnaire je ne serais pas soumis aux lois de la concurrence et aurais beaucoup moins de soucis.

Mais ce serait un mauvais tour à jouer aux malades que de supprimer la médecine libre dans un monde où la personne humaine est par ailleurs si peu respectée.

Propos recueillis par
Arnaud FABRE

ine?

ILlich ET LA MEDECINE

La «Némésis Médicale» (1)
d'Ivan Illich :

— *affirme* que la médecine actuelle usurpe la Fonction du clergé en utilisant la science comme théologie, les techniciens comme acolytes et la routine hospitalière comme liturgie.

— *pourfend* la iatrogénèse chimique (maladies provoquées ou aggravées par l'acte médical) de façon hasardeuse, nie contre toute évidence l'efficacité des vaccins et des antibiotiques.

— *attribue aux médecins la responsabilité* de maladies (hypertension artérielle, athéromes, états dépressifs) créées en fait par le régime alimentaire et les conditions de vie.

— *ne voit pas* que la surconsommation médicale est davantage provoquée par toute une idéologie ambiante que par les prescriptions abusives des médecins.

— *dénonce avec lucidité* la iatrogénèse sociale (conséquences néfastes de l'hyper-médicalisation de la société) et les pseudo-solutions que sont les associations de consommateurs, la politique législative d'égalité devant la santé, ou les rationalisations.

— *propose une limitation* du champ d'action des médecins et le transfert à des non-professionnels de la médecine et de l'hygiène courante.

— *ignore* que certains actes médicaux qu'il dit «courants» tels les accouchements exigent du personnel qualifié et une formation professionnelle sérieuse ; ses propositions risquent en outre de gêner le dépistage de maladies graves.

— *ne veut pas admettre* que le refus de la prolongation de la vie d'un malade grave par des techniques de style rein artificiel réclame un stoïcisme et même inhumain.

— *réhabilite à bon droit* la préparation à la mort et l'acceptation de celle-ci par le malade qui ne doit plus mourir comme une bête droguée et demi-inconsciente.

— *stimule la réflexion* sur la crise de la médecine malgré ses erreurs et ses outrances.

J-L O.

(1) Le Seuil



en procès

Le mythe du progrès continu, technique économique et social a été battu en brèche par les écologistes, les théoriciens de la croissance zéro enfin par la crise énergétique et inflationniste. Parallèlement, la réalité des progrès de la médecine est remise en question.

On reproche à la médecine son coût onéreux et certains proposent que la Sécurité Sociale ne rembourse que les «gros actes» mais cela détournerait les porteurs de portefeuilles plats de consulter pour des maladies apparemment bénignes. Or le sujet ne peut juger lui-même de la gravité de son affection.

Mais la médecine est aussi et surtout critiquée dans ses prolongements non financiers.

Le thème de «l'évolution de la mort» est actuellement abondamment traité (1) Elle intervient de nos jours surtout en milieu hospitalier. Et ni la famille, ni le mourant ne l'acceptent car ils espèrent jusqu'à la fin un miracle scientifique. Le mythe du progrès médical a tué la mort.

Mais l'agonisant meurt alors solitaire et dans l'impréparation la plus totale. Ainsi prive-t-on les gens de leur mort et d'une méditation fondamentale dans l'humilité. La bonne gestion d'une société formée d'individus vivant au jour le jour en est facilitée !

LE TEMPS DE KNOCK

La mort supprimée reste la maladie qui est, elle, omniprésente. Une hyper-prévention digne de Knock est pratiquée, surtout en Suède au Japon et aux Etats-Unis (excepté pour les classes les plus défavorisées). Cela aboutit à des explorations de plus en plus poussées, agressives et systématiques (gastroscopie, coloscopie, bilans biologiques etc...) Alors apparaît la nuisance étudiée par Illich : le citoyen ignore quelle maladie cachée

l'habite ; pour l'éloigner, il sacrifie aux grands rites préventifs et curatifs préservateurs de la mort.

Mais la santé ce n'est pas travailler, consommer, partir en vacances et faire l'amour. C'est avant tout avoir la pleine conscience de soi-même et du sens de la vie ainsi que la capacité de réaliser celle-ci

La médicalisation de la vie aboutit ainsi à une nuisance sociale au second degré. Le médecin arbitre de la santé, parle et se charge de tout. D'où l'existence de «polytechniciens de la santé» pouvant aller jusqu'à considérer comme malade tout opposant politique (U.R.S.S.) ou tout criminel (Etats-Unis). Ainsi est niée la liberté intime de la personne. Les médecins doivent certes conseiller mais ils n'ont pas à décider des modalités ou des normes de la vie et des vies.

Il serait temps que l'Ordre des Médecins se penche sur ce que doit être la vraie médecine aujourd'hui. En cent ans, le médecin de famille, qui cherchait à comprendre et conseiller le patient, a quasi disparu au profit du spécialiste.

MORT DES GENERALISTES ?

Trop d'étudiants se spécialisent en fin d'études parce qu'on leur a appris que la médecine est une science difficile qu'on ne peut maîtriser dans son intégralité. On ne leur enseigne plus quel est le rôle d'un vrai médecin qui s'associe à un autre homme, son malade, pour lutter contre une maladie ou un mal d'être. Et ces spécialistes cloisonnés, ordinateurs devant des atomes désinvoltes d'une pseudo-société,

Nous mesurons chaque jour davantage l'hiatus entre une recherche fondamentale admirable en elle-même, de plus en plus influente à l'hôpital, et un exercice quotidien qui ne bénéficie de nulle protection et ne trouve plus le ton sur lequel il devrait établir son système de références. D'où l'apparition et le développement d'autres conceptions, comme la médecine psychosomatique, d'où les tentatives de ceux qui, influencés par la psychanalyse ou à partir de Balint, s'efforcent de redonner un contenu à la relation médecin-malade, quitte parfois à faire succéder au danger de «scientification» un danger de «psychologisation» excessif.

Christian DEDET

« Le Monde » 4-6-1975

sont incapables de traiter les quelques 50 % de malades qui sont des malades psychosomatiques, des malades de la société.

Car la formation de généralistes suppose des informations et une réflexion qui pourraient être révolutionnaire donc dangereuse. Aussi préfère-t-on que les médecins soignent à la petite semaine, sans traiter le mal profond.

Mais l'Ordre se désintéresse du problème : il y a en son sein trop de notables intéressés aux bénéfices de leur profession et de la société industrielle. Et tous les médecins sont un peu coupables : ils critiquent trop souvent l'Ordre jusque dans son existence plutôt que le refaire, le changer... tout simplement en éliminant d'autres représentants (plus de 60 % d'entre eux s'abstiennent lors des élections aux conseils de l'Ordre).

Les médecins ne sont cependant pas les seuls responsables, ni les seuls concernés par un débat désormais public et politique : les citoyens doivent apprendre que la médecine n'est pas un distributeur automatique de santé. Ils doivent savoir que celle-ci est affectée aussi par la désinsertion sociale, l'urbanisation galopante, l'accélération du rythme de vie (tant à la campagne qu'à la ville), la pollution et la surconsommation alimentaire, maux qui ne sont pas traitables médicalement.

Mais nos politiciens et nos technocrates préfèrent les passer sous silence —(qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition)— pour mettre en avant hôpitaux, médecine d'avant-garde, sécurité sociale ou nationalisations.

Jean-Louis OGEL

(1) cf notamment le livre de Philippe Ariès. Essais sur l'histoire de la mort en Occident (Le Seuil) et l'article de Gérard Leclerc (NAF 214).

la mémoire de l'éternité

La littérature de « témoignage », qui fleurit de nos jours n'a pas que des défauts, surtout quand elle met en scène des hommes qui ont quelque chose à dire. La collection « La vie selon... » de Max Gallo nous gâte à ce sujet : après Roger Garaudy, c'est Pierre Chaunu qui s'exprime autour des 10 sujets imposés (1).

Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'unité de l'ouvrage. Chaunu ne répond pas au coup par coup : les vingt chapitres sont autant d'étapes d'un même chemin, autant d'éclairages d'une même vision, animés d'un souffle prodigieux.

Cette unité est réalisée par un aspect essentiel de l'histoire « sérielle », dont Chaunu est un promoteur : l'apologie de la mémoire comprise bien au-delà d'une simple faculté de la conscience humaine. La Terre et les morts, le paysage et la culture, les générations et les coutumes, le code génétique et les mentalités sont autant d'aspects de la Mémoire.

Alors le « métier d'historien qui est recherche et passion de l'homme, là seul où l'on peut l'atteindre, c'est-à-dire, dans le temps », est comme étendu à l'ethnologue, au paléontologue et au théologien. « Les cieux racontent la gloire de Dieu » dit le psalmiste, et toute l'anthropologie de Chaunu se résume dans les trois premiers chapitres de la « Genèse », c'est-à-dire de la Bible, de la Parole de Dieu.

Genèse, commencement...

Est-ce le tribut payé à l'Histoire, que d'être apparemment tourné davantage vers le passé ? Est-ce l'inconscient refus d'un homme réduit à une « conscience de devoir mourir » ? Est-ce, au contraire, la nécessité pédagogique de qui réagit à l'actuel refus du passé ? Non, c'est une certitude : « ce sont les premiers commencements qui commandent profondément l'avenir. Il en va du destin individuel comme du destin collectif. Ce sont les commencements qui comptent le plus ». Parce que « l'Avenir appartient aux peuples qui savent mémoire garder », il faut apprendre aux peuples à connaître leur passé... Et donc à chaque homme : « On ne peut bâtir le passé collectif sans apprendre à chaque homme, à bâtir son propre passé ». Bâtir son passé ! Expression curieuse, parmi d'autres formules-choc : la mémoire, telle que la conçoit Chaunu, cela s'apprend. Et son livre est un

exemple de cet apprentissage, personnel et collectif, de quoi découlent toutes ses synthèses et lignes de Forces destinées à préparer l'avenir.

Chaunu est un humaniste qui affectionne l'Homme collectif, c'est-à-dire le corps fait de millions de consciences et de libertés.

Enfin Chaunu est un croyant pour qui le temps n'est qu'un instant de l'Eternité, où Dieu parle à ceux qui ont « beaucoup de mémoire et un peu d'esprit d'enfant ».

L'enfant !... « L'enfance est le plus bel âge de la vie... elle est de plain-pied avec l'éternité ». L'enfance, c'est le commencement, c'est l'avenir relié au passé, c'est l'espérance de l'espèce... Aussi l'avortement et le dénatalité — qui émaillent vingt fois le discours — sont-ils la hantise de Pierre Chaunu. Pêché contre le saint Esprit, péché contre l'humanité, mal absolu et irrémissible...

Tout à tour ironique et mystique, raisonneur et poète, Chaunu reste profondément humain. On est sensible à la douleur du père qui pleure — à huit reprises — son fils aîné mort à quinze ans ; on est saisi par le chrétien qui termine tel ou tel chapitre par un dialogue avec son Dieu ; on apprécie les grandes leçons d'histoire et la recherche d'un réalisme en politique.

On regrette cependant que la théologie sous-jacente ne soit pas critiquée et s'oppose par simples allusions à d'autres, outrancièrement caricaturées. On aurait aimé également une analyse politique plus fouillée, bien que la mémoire appliquée à l'Etat incline Pierre Chaunu à vouloir « réintroduire la durée, c'est-à-dire le passé qui, par le présent, conditionne l'avenir ».

Parce qu'il a un message à délivrer, Pierre Chaunu n'a pas eu l'espace de tout dire. Il faudra y revenir.

Philippe VIMEUX

(1) P. Chaunu, La mémoire de l'éternité, Paris, Laffont, 1975, 300 pages, 34 F.

barbouzes d'hier et d'aujourd'hui

Huit demandes de saisie en moins d'un mois : curieux record et belle publicité pour un livre qui, de toutes façons, aurait fait du bruit. C'est qu'il ne s'agit pas, ici, de souvenirs expurgés ou romancés : simplement, un ancien agent des polices parallèles, aujourd'hui interné aux Baumettes, vide son sac. En vrac. Pas étonnant si ça fait mal...

Car dans le tas d'archives, de renseignements bien recoupés et de données irréfutables on trouve de tout : souvent le pire, parfois du déjà connu qui prend tout à coup une autre dimension, mais surtout le fil qui permet de relier le gratin d'une certaine classe politique et le bas du pavé. Avec pour trame la violence, le chantage et les trafics en tous genres : armes, argent, voire drogue.

Il ne faut pas trop s'étonner : une certaine logique politicienne, une certaine obsession du recrutement, un certain cynisme politique peuvent entraîner à des compromissions redoutables : avec le Milieu par exemple, qui fit traîner le gaullisme dans les bas fonds. D'où certains scandales, qui sortirent au bon moment, pour parfaire un assassinat politique longuement médité.

Tel fut le prix, chèrement payé, de quelques gros bras, de l'argent facile et de deux ou trois secrets bien gras. C'est la première leçon, politique, de ce livre dont on risque de ne retenir que le détail saignant ou graveleux : on ne fait pas n'importe quoi avec n'importe qui, surtout lorsque le projet vaut la peine d'être accompli. Sinon, on s'expose aux coups des bons ou des mauvais justiciers.

Ainsi Patrice Chairoff, dont on ne sait trop pourquoi il a choisi de tout dire — mais a-t-il tout dit ? — et pour le compte de qui. Peut-être pour être en paix avec sa conscience. Peut-être aussi pour régler les comptes d'affaires dont nous ne savons pas le secret. C'est dire combien ce livre est trouble, dans son intention même. Sans doute fallait-il tout dire. Mais il fallait se garder de tout mélanger, par exemple en jetant dans le même sac les truands de bas étage et les hommes qui, sans armes et sans gadgets, s'efforcent de lutter sur les plans politiques et culturels contre les impérialismes. Mais quand on recrute des mercenaires, il ne faut pas s'étonner de leur manque de discernement. Au lecteur d'en avoir pour deux !

Au lecteur aussi de se garder du

mauvais vertige que donnent parfois les récits de l'ombre. Et même de celui-ci, malgré sa précision sèche.

Car s'il est vrai que l'extrême droite du gaullisme se tenait prête, en Mai 1968, par exemple, à appliquer les techniques et la politique de Pinochet, cette « armée de guerre civile » décrite dans le livre de Patrice Chairoff n'a rien empêché. De même que l'univers kafkaïen des polices parallèles n'a pu prévenir la révolte de Mai 1968 et les coups bas de MM. Giscard et Poniatowski. Ceci pour ramener le rôle des barbouzes à de plus justes dimensions : mêlant truands, demi-soldes et rescapés de nos guerres civiles, ces éboueurs des régimes d'ordre seront toujours à vendre au plus offrant. Il serait d'ailleurs intéressant de savoir où ils sont maintenant...

Car les activités des polices parallèles n'ont pas pris fin avec la République pompidolienne. Mais la liquidation du gaullisme, malgré le départ de M. Foccart, les barbouzes fleurissent aujourd'hui du côté du ministère de l'Intérieur. Ce sont parfois les mêmes hommes. Mais d'autres clans les ont rejoints depuis avril 1974, pour participer enfin à la curée antigauilliste et pour ramasser les miettes des festins giscardiens. Ce sont aussi les mêmes techniques : il est particulièrement important, aujourd'hui, de savoir comment on monte des provocations, comment on collecte des renseignements, comment on rassemble les pièces des chantages, comment on fabrique des mouvements politiques, universitaires, syndicaux, ou même... régionalistes. Les exemples donnés sont d'hier. Mais ils valent pour aujourd'hui, faisant de B... comme Barbouzes — hélas ! — un manuel élémentaire de politique quotidienne. Car, d'instrument mineur, la provocation est devenue aujourd'hui un système de gouvernement : en une année de giscardisme, quel beau dossier on pourrait déjà rassembler !

Yves LANDEVENNEC

un tournant de l'écologie

Tous les vendredis soir une foule nombreuse se presse au cours d'« Ecologie Humaine et sciences de l'Environnement ». Venue de Metz, de Nancy ou de Thionville, mais également du Luxembourg, de Sarrebruck ou même de Paris. Des jeunes, beaucoup de jeunes, mais également de plus âgés. Des professions très diverses : on y rencontre l'étudiant en chômage comme celui qui poursuit ses études, mais aussi des médecins, des enseignants, ou des ingénieurs. Et tous se pressent à cette « cause-rie » de Roger Klaine qui n'est pas ordinaire.

On m'avait dit : « tu verras, c'est très intéressant, ce cours donne une ouverture que l'on ne retrouve nulle part ailleurs ». Je n'ai pas été déçu, que dis-je, j'ai été enthousiasmé. De prime abord, il faut bien le reconnaître, je craignais quelque chose comme de l'écologisme à l'eau de rose, ce bon sauvage qui vit dans « la nature », ou cette attitude purement spontanéiste et contestataire qui aborde les problèmes de société par le petit bout de la lorgnette. Cela ne fut pas le cas, bien au contraire.

D'emblée Roger Klaine nous invita à distinguer les cadres de référence (paradigmes) dont nous vivons et à constater leurs insuffisances et leur relativité. C'est alors l'idéologie dominante qui est remise en question : mythe de la science, prétendue connaissance objective du réel enseignée comme une religion. Sans en prononcer le nom, Roger Klaine refait la distinction entre noumène (l'essentiel des choses) et phénomène (leur apparence quantifiable que saisit la science).

Ainsi l'écologie refuse la rationalité scientifique qui camoufle les projets politiques et sociaux d'une société dominante dont les seuls critères sont la rentabilité et l'efficacité technique. Exemples à l'appui, l'orateur poursuit son analyse en montrant la relation entre para-

digme dominant et pouvoir politique : dans chaque société, ceux qui réalisent le modèle (paradigme) détiennent le pouvoir : c'est le technocrate et le marchand dans la société industrielle, c'était le même dans la société thibétaine.

De même, l'écologie ne peut se satisfaire des modèles de pensée, chers au XIX^e siècle, où l'on recherchait le facteur déterminant pour construire ensuite une chaîne causale linéaire permettant de fournir une « explication » à l'univers. L'homme, mystère et multiple, ne peut être séparé de son écosystème. En langage usuel disons environnement — culturel — social, économique.

Ayant rejeté l'idéologie qui fait de la science le lieu de la vérité, Roger Klaine précise sa pensée : « Une nouvelle perception de l'homme est en train de naître, une perception qui ne donnera pas la priorité à la technique et à l'économie. Il existe une avant-culture qui est un rejet de la société actuelle. Mais ce rejet a besoin d'un nouveau paradigme qui prenne en compte toutes les potentialités de l'homme. Nous sentons le besoin de porter un nouveau regard sur l'homme et son environnement. »

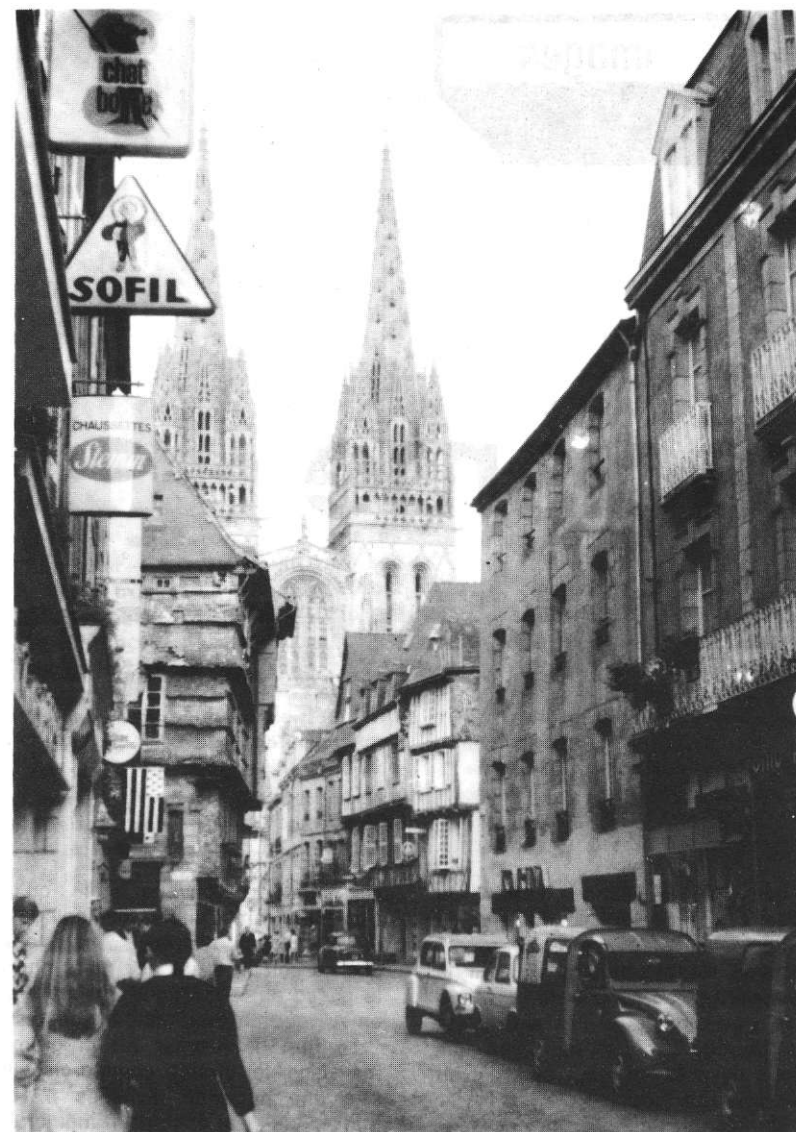
Et il ajoute :

« L'écologie constitue une approche nouvelle, une tentative pour concevoir de nouvelles manières d'exister, personnelles et collectives, au travers d'un projet de société. »

Quel écho cela éveille pour un nafiste ! Ce cours marquerait-il la fin d'une université coupée du réel, uniquement préoccupée de se perpétuer dans de nouveaux enseignements, n'ayant rien oublié ni rien appris ?

En parcourant le bref programme des « causeries » je relève au hasard : les chapitres suivants :

— Les sociétés contemporaines de production (libérales, socialistes, du tiers monde) : leurs mythes, leurs hiérarchies, leurs fina-



lités.

— Réflexion critique sur les sociétés de production et leur avenir.

— L'homme et son habitation.

— L'homme et les villes. Analyse des interactions villes - groupes humains dans les sociétés de production.

— L'homme et ses outils. Les entreprises industrielles.

— Les mécanismes du changement culturel : marginalité, déviance et révolution.

— Les points chauds d'une incitation possible : perspectives d'action.

A noter enfin que les travaux pratiques porteront sur l'urbanisation et l'aménagement de la cité. Une nouvelle problématique.

Brillant ! Roger Klaine est plus que cela, persuasif. Sa démarche est passionnante : tenter d'ébaucher un projet de société où l'homme puisse se « retrouver », dans sa richesse et sa multiplicité, hom-

me de son époque mais aussi héritier de son passé. Telle est bien la voie à suivre et c'est l'un des problèmes majeurs de ce dernier quart du XX^e siècle. Mais, sous peine d'être frappé d'impuissance, ce projet de société ne peut être que politique. Il ne doit pas se limiter à de simples constructions intellectuelles, si belles soient-elles, mais s'incarner dans la vie de la cité.

A Metz, plusieurs opérations de rénovation urbaine semblent indiquer la distance qui sépare l'enseignement de l'écologie de la pratique municipale.

Toutefois on ne peut manquer d'être séduit par la brochure « Qualité de la vie et centre ville », réalisée par l'Institut d'Ecologie. Il en sera question prochainement.

François TOUCY

DANS NOS PROCHAINS NUMEROS :

UN ENTRETIEN AVEC PHILIPPE DE SAINT ROBERT SUR LA SITUATION AU PROCHE ORIENT.

UN ENTRETIEN AVEC LE GENERAL GALLOIS SUR LA DEFENSE NATIONALE.

racisme et télévision

Sans doute est-ce l'effet du hasard si TF1, au lendemain du congrès du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, présentait, pour la seconde fois « La Chaîne », film antiraciste de Stanley Kramer, qui, bien que vieux de près de vingt ans, n'avait pas pris une ride.

On connaît l'histoire de ces deux malfrats, l'un blanc, l'autre noir, réussissant à s'évader d'un fourgon cellulaire, sans pour autant pouvoir aller chacun où bon lui semble, enchaînés qu'ils sont aux mêmes liens de fer. Film à la fin doublement « morale » : d'une part la justice y trouve son compte puisque les deux évadés sont repris à la grande déception du spectateur apitoyé par tant d'efforts inutiles, d'autre part, le prisonnier blanc qui a trouvé son « Chemin de Damas » sur les sentiers de l'évasion réintègre sa prison, le cœur débordant de tendresse pour son compagnon d'infortune et l'esprit débarrassé de tous les préjugés racistes qui l'encombraient. Les bons sentiments ne font pas la bonne littérature, a-t-on coutume de dire, mais, par cette œuvre, il est démontré qu'ils peuvent être à l'origine d'une belle histoire racontée avec de belles images.

Ce film a-t-il cependant la valeur exemplaire et même éducative que certains veulent bien lui prêter ? J'en doute fort.

Le racisme, selon A. Memmi — et nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans ces colonnes — résulte essentiellement de la peur de « l'Autre » étrange ou étranger contre lequel il faut se défendre et, en cela, il doit être considéré comme un phénomène naturel d'ordre essentiellement psychologique. Si, quelquefois, des arguments d'ordre biologique sont avancés pour le justifier, il ne faut pas se dissimuler, n'en déplaise

aux gens de Nouvelle Ecole, qu'il s'agit en fait d'alibis idéologiques à la défense d'intérêts matériels que ce soit la traite des noirs pour le passé ou la politique d'apartheid en Afrique du Sud, pour le présent.

Le film de Kramer fut programmé dans le circuit commercial il y a une douzaine d'années à La Martinique ; j'ai encore en mémoire les hésitations des autorités locales qui, plusieurs semaines durant empêchèrent sa projection par crainte — véritable paradoxe — des manifestations racistes dont il pouvait être l'origine. Passera, passera pas ? On en parlait avec passion, à l'heure du punch sur les terrasses de l'« Impératrice ».

L'autorisation fut enfin donnée : il n'y eut point d'émeute, mais, spectateur curieux, je me souviens des cris de joie, des hurlements de plaisir poussés par des centaines de Martiniquais, lorsque, au cours de la monumentale bagarre qui les opposait, le noir Sydney Potier rossait le blanc Tony Curtis. Manifestation spontanée, naturelle, d'un racisme très compréhensible sinon acceptable de la part d'une population vivant dans un département où il serait vain de cacher que les considérations sur la couleur de la peau empoisonnent trop souvent les relations sociales. Et ces cris n'étaient que l'affirmation du moi collectif que ces descendants d'esclaves, également citoyens français, jetaient à la face des « blancs » toujours assimilés aux « maîtres ».

Dans ces conditions, comme d'ailleurs, dans toutes les formes de racisme, l'action, essentiellement répressive par le truchement des tribunaux, du mouvement contre le racisme ou la valeur supposée exemplaire de certaines œuvres me semblent sans grande efficacité, voire nocives par les réactions qu'elles peuvent susciter. Par contre, découvrir, apprendre à con-



naître « l'autre » paraît être une démarche plus réaliste et c'est en ce sens qu'il faut saluer, comme participant à cette connaissance — et j'y reviendrai prochainement plus longuement — l'initiative de FR3 qui, chaque dimanche, de 18 h 50 à 19 h, nous offre des reportages sur les D.O.M. et T.O.M. Puisse, en particulier, la série ac-

tuelle des cinq émissions consacrées à la Martinique, faire tomber bien des préjugés sur nos concitoyens de cette île considérée par trop de métropolitains comme une réserve d'employés subalternes de la R.A.T.P. ou des hôpitaux de la Région parisienne.

Michel FONTAURELLE

la mauvaise humeur

figaro carpette

On aura tout vu : le « Figaro » critique le gouvernement en place ! L'éditorial du numéro du lundi 15 décembre signé par un certain Guillemé-Brulon déclare à propos du voyage en Egypte et des contrats de coopération conclus :

Il est à craindre que les engagements démesurés pris à l'occasion des récents voyages officiels du président de la République n'entraînent des déceptions chez nos interlocuteurs étrangers les plus compréhensifs.

La question se présenterait sous un tout autre angle si l'Europe formait un tout cohérent dont Paris serait le chef de file officiellement désigné. Ses possibilités politiques, économiques et industrielles additionnées équilibrent en effet celles de ses rivaux soviétique et américain.

L'affirmation de Boutang dans « la Nation Française » en 1958 « Quand on achète le « Figaro » on a l'impression de donner 20 francs à un valet » serait-elle donc dépassée ? En un sens oui puisque le prix a sextuplé depuis. Mais il y a deux façons de porter le gilet rayé : rabacher les propos officiels du maître en place ou lancer des ballons d'essai pour son compte sans le mouiller. Guillemé-Brulon a choisi la deuxième manière. Il sent bien que l'Elysée enrage de devoir encenser officiellement l'indépendance nationale. Alors, il prend les devants et met

en condition les grands bourgeois de Passy, ou du quartier des Chartrons à Bordeaux : la France c'est fini, Paris doit être la tête d'une nébuleuse européenne. Nul doute qu'ils n'y trouvent leur confort. La grandeur gaullienne les fatiguait. Comme elle fatiguait sans qu'ils osent trop le dire un Raymond Aron qui pense la diplomatie en anglais et les académiciens chenus de la maison. Leur projet politique c'est la France-carpette ou plutôt la France-moquette pour appartement design made in U.S.A.

A.F.R.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs
Paris (1er)

Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 192.14
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimerie Design graphic
62, Bd de Belleville - Paris (20^e)

naf en mouvement

7 et 8 février à versailles les journées royalistes

le coup d'envoi

Ça y est, c'est parti ! Les journées royalistes nationales auront lieu les samedi 7 et dimanche 8 février prochains, au Palais des Congrès à Versailles.

Comme l'année dernière, forums et débats se succéderont dans l'esprit d'ouverture traditionnel à la N.A.F. et rassembleront dans une même discussion, dans une même **passion du temps présent**, nacistes, sympathisants, curieux et adversaires.

Le pari que nous engageons est grand et ne sera tenu que si **dès aujourd'hui** tous les nacistes, militants ou sympathisants se considèrent comme mobilisés. Les tâches à accomplir sont nombreuses et variées, allant de la préparation des forums à la vente des vignettes qui serviront à assurer l'équilibre financier.

Le succès de cette opération est indispensable pour le développement de la N.A.F. Ce succès suppose donc bien que toute la N.A.F. se mobilise : toute la N.A.F., c'est-à-dire non

seulement la direction parisienne mais aussi tous les cadres, toutes les sections, toutes les cellules, tous les militants.

Cette opération s'ajoute aux autres tâches ? C'est certain ! Elle va prendre du temps aux militants ? Sans aucun doute ! Elle n'est pas facile ? Probablement. Mais n'avons nous pas tendance à grossir les difficultés ?

L'établissement de la monarchie est nécessaire ? La révolution royaliste est indispensable ? La N.A.F. en est l'outil privilégié ? La N.A.F. pour cela doit se fortifier et grandir ? Alors le succès des Journées Royalistes est nécessaire. Pourquoi ne réussissons-nous pas, en mieux et en plus grand, ce que nous avons réussi l'année dernière ? Au résultat de cette opération sera mesuré les progrès sensibles réalisés cette année. Chaque section, chaque cellule, chaque lecteur est donc bien responsable de ce résultat.

Toute défection serait préjudiciable à l'ensemble et serait

une désertion du combat royaliste.

Réussir l'opération Journées Royalistes 1976 : **Tous concernés.**

Yvan AUMONT

APPEL PRESSANT

Nous avons lancé fin septembre une grande souscription auprès de nos lecteurs, pour le soutien de la N.A.F. Nombreux sont ceux qui y ont déjà répondu et nous les en remercions vivement. Mais l'effort intensif que nous fournissons en ce moment tant sur le plan de la promotion de la N.A.F. journal, que par l'organisation de nombreuses sessions, l'édition de nouvelles affiches et d'un matériel de propagande plus adapté, a multiplié nos dépenses qui ont de beaucoup dépassé nos prévisions initiales. **ALORS AIDEZ-NOUS**, envoyez-nous vos dons les plus généreux possibles (à l'ordre de la N.A.F., C.C.P. 193-14 Paris, en précisant « pour la souscription »).

Merci d'avance.

la lettre de la n.a.f.

Si vous êtes abonnés à notre journal, vous la connaissez déjà, bien sûr. Mais si vous êtes lecteur au numéro, vous perdez manifestement quelque chose :

— d'abord un éditorial sans doute plus ramassé que celui du journal mais qui dit l'essentiel sur le principal sujet d'actualité de la semaine,

— mais aussi des informations politiques et économiques qui nous paraissent significatives d'une situation ou qui témoignent d'une évolution, ou qui constituent des « indiscrétions » toujours utiles à recueillir (par exemple la semaine dernière celle relative à la hausse du prix de l'essence),

— et encore des nouvelles en « avant première » sur la vie du mouvement royaliste.

— enfin une rubrique intitulée « Données » qui a pour ambition de synthétiser les aspects essentiels d'une question politique, économique, sociale, monétaire, etc. Les derniers articles ont été consacrés à l'*Emprunt Giscard 1973*, les *crises viticoles*, *Dollar et impérialisme*, la *triste histoire de la C.I.I.*, le *marché des produits agricoles*. Des notes simples mais indispensables pour saisir le cours des choses.

La lettre de la N.A.F. ? Si vous étiez abonné, vous la recevriez, automatiquement.

(1) Spécimen gratuit sur demande.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

feu l'armée de papa ?

Après le temps des insultes et des coups bas, voici celui du premier bilan de l'affaire des « antimilitaristes ». Et voici, peut-être, celui d'une réflexion paisible sur le malaise qui a servi de prétexte aux provocations de M. Chirac.

A dire vrai, ce bilan consiste en une série de vérifications rapides, qui n'apportent aucune surprise quant à la nature des forces politiques en présence :

1° La gauche n'est pas révolutionnaire, sinon elle se serait empressée d'aggraver les contradictions qui ébranlent la société militaire. Au contraire, elle multiplie les professions de foi militaristes, parce qu'elle redoute — à juste titre — de tomber dans les pièges de M. Chirac, mais aussi parce qu'elle est profondément attachée à la vieille tradition jacobine de l'armée de conscription.

2° La C.G.T. et le Parti communiste sont viscéralement anti-gauchistes par doctrine et par tradition, comme on a pu le vérifier à maintes reprises depuis Mai 1968.

3° Les groupes d'extrême-gauche, révélateurs habituels des carences, des

scandales et des contradictions de la société française, sont aussi les instruments rêvés des provocations de toutes natures. Pauvres gauchistes, simples jouets entre les mains des « grands », toujours victimes de la répression, toujours abandonnés par les « frères séparés » de la gauche établie !

4° L'extrême droite, murée dans ses phantasmes et dans ses nostalgies, est aussi la victime — sans doute plus consentante — des grandes manœuvres politiques. Un jour, le pouvoir lui signifiera son congé, ou la sacrifiera dans quelque opération politique soigneusement montée. Elle l'aura bien cherché !

5° La gauche établie a retrouvé un semblant d'unité. Mais la peur qui fait serrer les rangs n'est pas un très bon ciment. Une fois passé le vent du boulet... Quant à l'unité syndicale, l'isolement de la C.F.D.T. début décembre montre qu'elle existe sur un plan uniquement revendicatif, donc négatif.

6° M. Chirac peut être satisfait de son travail : coalisant ici, divisant là, il a sans doute réussi sa manœuvre. On dit même qu'il voudrait en recommencer de semblables. Cela signifie qu'on risque de se battre contre de faux adversaires, sur de faux problèmes, et sur un terrain miné. Et cela signifie des conflits, des craintes et des espoirs que le pouvoir — ici M. Chirac et là M. Poniowski — jouera cyniquement au lieu de tenter de les résoudre, de les apaiser ou de les réaliser.

L'ARMÉE EN QUESTION

Ainsi l'armée. De Draguignan à Besançon, les manifestations et les revendications témoignent d'un malaise évident. La droite au pouvoir cherche, on l'a vu, à en profiter. Et la gauche se contente de proposer quelques aménagements qui ne peuvent résoudre les questions posées.

— La première est celle de l'autorité, qui se confond trop souvent aujourd'hui avec les pesanteurs bureaucratiques, avec la discipline bête dont on ne saisit pas la signification. Telle est bien la véritable question, qui est celle du sens du service armé dans la France d'aujourd'hui. Si la hiérarchie militaire n'est pas capable de l'indiquer clairement, il ne faut pas s'étonner qu'elle tombe dans l'autoritarisme puisque le propre de l'autorité est de dire le pourquoi des choses.

— Mais la hiérarchie militaire est-elle seule responsable ? Car c'est bien au pouvoir politique qu'il appartient d'indiquer les choix essentiels en fonction desquels les méthodes pourront être définies. S'il ne le fait pas, ou mal, comment l'armée pourrait-elle les appliquer et les faire comprendre ?

Rien n'est simple, il est vrai. L'entrée

dans l'ère nucléaire a entraîné une révolution dans la stratégie, tandis que les conditions de l'indépendance nationale devenaient plus nombreuses et plus complexes. Autrefois, on se sentait protégé lorsque le commandement était en mesure d'entraîner, de mobiliser et de lancer dans la bataille des millions d'hommes. Aujourd'hui la défense repose essentiellement sur l'arme nucléaire et l'on conçoit qu'un appelé puisse s'interroger sur l'utilité du tir au fusil. Autrefois, une nation se sentait libre dès que l'ennemi avait quitté le sol de la patrie, ou n'avait pu le violer. Aujourd'hui, il existe des nations asservies politiquement, envahies économiquement et culturellement détruites sans que leur sol ait été foulé par une armée étrangère. La défense nationale n'est donc plus seulement militaire, et la liberté doit se chercher par d'autres moyens que la guerre.

— A l'ère nucléaire et à l'heure de la guerre économique, il n'est pas scandaleux de s'interroger sur l'utilité d'une armée de conscription, défendue plus par respect de traditions militaires et d'un héritage politico-idéologique que par souci d'efficacité. Car il est clair que la « levée en masse » n'est d'aucun secours contre les fusées, et que l'armée fabrique aujourd'hui plus d'antimilitaristes que de soldats-citoyens, et que le principe de l'égalité par la conscription n'a jamais été aussi vide de signification.

LE VRAI DEBAT

— Alors, plus d'armée du tout ? Ou une armée de métier ? Ou bien faut-il chercher le creuset d'une véritable défense populaire ? Je ne prétends pas répondre aujourd'hui à toutes ces questions. Elles sont trop graves pour être traitées en un article. De même qu'elles sont trop graves pour être soumises à la routine des bureaux, à des a-priori idéologiques ou à des crispations militaristes, ou pour être abandonnées à la démagogie antimilitariste et aux combinaisons politiciennes.

Au moins en esprit, il s'agit de balayer tout cela, pour traiter la seule vraie question : à l'âge atomique, une armée de conscription est-elle nécessaire à la défense nationale, ou contribue-t-elle, au moins, à renforcer l'esprit de résistance de la nation ?

Défense nationale. Résistance de la nation. Il est vrai que ces mots n'auront plus de sens si demain un Parlement européen préside à notre destin et si nous réintégrons le camp américain. Mais rien n'est inéluctable. Et si nous ouvrons ce débat — auquel nous convions nos lecteurs — c'est pour nous préparer à de nouveaux combats.

Bertrand RENOUVIN